

# → De l'influence des Marchés financiers sur les Services Publics (et donc la DGAC...)

**L'Edito**

**Sortir de l'austérité économique**

Les déclarations à la télévision du président de la République ont confirmé, sans le dire explicitement, que l'austérité continuerait à être la ligne de conduite du gouvernement en matière de politique économique et sociale.

Le retour dans les clous du pacte de stabilité et de croissance (3% de déficit budgétaire en 2013 contre 7,7% actuellement) se ferait donc, non pas en augmentant les recettes par un soutien à l'activité économique et une grande réforme fiscale, mais en diminuant les dépenses publiques et sociales.

Ce qui se traduit par une réduction des moyens des budgets publics, source de pertes d'emplois et de remise en cause du service public républicain. Dans ces conditions, comment croire à une diminution importante du chômage par des créations d'emplois? Comment croire également que la question essentielle de la dépendance sera traitée, comme nous le demandons, dans le cadre de la Sécurité sociale et non en favorisant un marché captif aux assureurs privés?

Si les pouvoirs publics ne se donnent pas les moyens, en France comme en Europe, de sortir de l'austérité économique tout en réglementant les marchés financiers et en réorientant les modalités de la construction européenne, alors non seulement la crise est loin d'être terminée, mais elle peut s'aggraver à tout moment.

Il ne s'agit pas pour FO de jouer les oiseaux de mauvais augure, mais de la même manière que nous avons annoncé en 2007 une crise imminente, nous tirons à nouveau la sonnette d'alarme. Tenir nos positions est essentiel, car c'est en résistant et en revendiquant qu'on va de l'avant.

Jean-Claude Mailly  
Secrétaire Général  
Confédération FO

## → "Banksters"

**Définition: Nom commun désignant les banquiers-gangsters...**

Les journaux nous assènent des chiffres, des faits, sur la crise actuelle, mais peu d'explications. Alors, parce que tout cela nous touche directement sans en avoir l'air, voici quelques explications à l'attention de celles et ceux qui veulent comprendre... pourquoi tout ça?

Pour cela, Il faut revenir aux bases, à la source du problème.

### "Banksters"

Pour s'enrichir, il suffit de partir d'une idée cynique, sans scrupule, mais assez simple:

**"Les profits vont au privé, les pertes vont à l'Etat."**

Exprimé autrement: *Comment siphonner l'argent de l'Etat et des services publics au profit d'action-*

*naires privés, et de financiers outrageusement surpayés?*

Jusqu'ici on voyait régulièrement des entreprises recevoir des subventions en France par les collectivités et l'Etat pour s'établir, puis, rapidement délocaliser à l'étranger sa production, laissant l'ardoise aux populations locales.

Nous sommes passés à un nouveau stade de criminalité qui ne dit pas son nom.

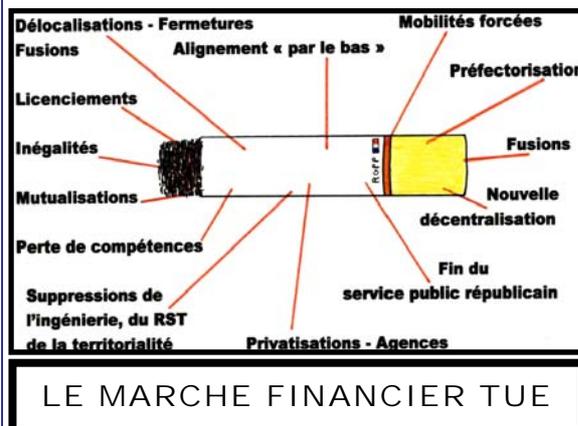
*"La finance crée du rêve et d'énormes profits, sans rapport avec l'activité réelle, quand ça tourne au cauchemar ce sont les autres qui paient"* (Extrait de l'excellent film "Inside Job" actuellement sur les écrans, premier film exposant la vérité choquante qui se cache derrière la crise économique de 2008).

### Le rôle de FO

Le SNNA/FO, au sein de la confédération FO, est un syndicat indépendant, et à ce titre laisse à chacun de ses membres la libre pensée de ses opinions politiques.

Il est attentif aux orienta-

(Suite page 2)



### SOMMAIRE

- *Banksters (p 1 à 3),*
- *La crise en Irlande. Comment en sont ils arrivés là? (p 2)*
- *Paroles de Banksters (p 4)*
- *Grève des contrôleurs espagnols: CANSO demande une loi européenne, ETF condamne l'action du gouvernement espagnol (p 5, 6)*
- *Pourquoi des franciliens ont-ils dormi dans leurs voitures...? (p 6)*

(Suite de la p 1)

tions impulsées par le gouvernement en raison des conséquences qu'elles entraînent sur le travail et la vie des agents.

Il s'est créé pour défendre les intérêts des personnels de la DGAC autour de valeurs d'humanisme, de justice et de solidarité.

Il entend être une force de proposition pour améliorer les situations professionnelles de tous les personnels, et pour faire face aux attaques qui les concernent., au plan national, aussi bien qu'au plan

européen.

A ce titre, la politique de l'autruche ou des replis corporatistes serait désastreuse.

Participant aux travaux de l'ETF depuis plus de dix ans, il a une vision globale de la situation en Europe, et plus globalement à travers l'ITF, dans le monde. On peut voir autour de nous, en Europe, de nouveaux périls qui concernent nos collègues. L'étau se resserre (Voir l'article sur nos collègues espagnols)

(Suite page 3)

## → **Cas d'école: La crise en Irlande. Comment en sont-ils arrivés là? Pourquoi ça peut recommencer et atteindre le reste de l'Europe?**

L'Irlande, chantre de l'économie libérale, fait profil bas. Elle est elle passé de 3 à 32 % de dettes de son PIB, en quelques années .

Les fondamentaux de la récession remontent à l'éclatement de la bulle immobilière spéculative en 2006, la crise du système bancaire et l'explosion du chômage à 14 % .

Les signes d'inquiétude se sont multipliés depuis que Dublin a admis fin octobre que son déficit public s'élevait à 32 %, après la recapitalisation in extremis de l'Anglo-Irish Bank.

Aujourd'hui, 20.000 emplois publics sur 300.000 vont être supprimés. Le gouvernement se refuse à toucher à l'impôt sur les sociétés , le plus bas d'Europe, et préfère s'attaquer aux salaires minimum, aux allocations chômages et familiales en augmentant encore les taxes aux particuliers.

L'enchaînement est simple:

**1/ Les banques engagent des sommes très au-delà de leurs fonds propres** pour maximiser leurs profits, en prêtant à des promoteurs immobiliers, des investisseurs et des particuliers.

**2/ Quand le marché sature, que les programmes immobiliers ne se vendent plus, que les propriétaires ne peuvent plus payer, la bulle éclate, le marché se retourne et dévisse.**

**3/ Les banques sont en faillite théorique**, après s'être extraordinairement enrichies.

**L'Etat ne peut les laisser en faillite** sous peine de provoquer des émeutes dans les rues (les avoirs n'étant plus disponibles pour les clients).

**4/ L'Etat a deux solutions: nationaliser les banques** (il essuie les pertes mais profite de la reprise de l'économie lorsqu'elle survient), ou se **porter garant et renflouer les banques en empruntant ....sur les marchés financiers**, pour qu'elles soutiennent l'économie! C'est le choix qui a été fait dans tous les pays, compte tenu de la proximité et de la collusion des milieux politiques et financiers.

**5/ Les banques, renflouées, ont utilisé cet argent d'abord pour se reconstituer une trésorerie et... revenir sur les marchés!**

**6/ Les Etats, endettés jusqu'au cou, deviennent les proies des agences de notations** inter nationales (voir plus loin) et des marchés financiers. Ceux-ci craignant que l'Irlande ne soit plus capable de rembourser ses emprunts, l'Etat irlandais a dû se résoudre à demander l'intervention de l'Union européenne et du Fonds monétaire international pour un montant de 95 milliards d'euros.

Cet argent, en plus de prêts bilatéraux accordés par le UK et la Suède, sera prélevé sur le Fonds européen de stabilité financière, élaboré dans l'urgence au printemps dernier pour mettre fin à la crise de la dette grecque et aux doutes sur la viabilité financière de la zone euro.

**7/ En réaction, pour rattraper les excès des années fastes et éviter que les emprunts destinés à la relance et à sauver les secteurs en faillite ne coûtent trop chers, les gouvernements se sont lancés dans de sévères politiques d'austérité.**

Les plans votés par les gouvernements prévoient 50 milliards d'euros d'économie en Espagne, 30 milliards d'économie sur trois ans pour la Grèce, et jusqu'à 15 milliards d'euros d'économie sur quatre ans en Irlande, mêlant gel des dépenses publiques, révisions fiscales et réformes structurelles dans la fonction publique.

**8/ Ceci ne suffit pas pour calmer les inquiétudes (ou plutôt les appétits) des marchés financiers :** l'intervention du Fonds européen de sécurité financière est devenue incontournable, d'autant que, depuis, les marchés ont continué à tirer vers le haut les taux d'emprunts, inquiétés par les capacités de remboursement de ces Etats...qu'ils ont eux-mêmes ruinés!

**Les marchés spéculent sur la faillite des Etats... La boucle repart!**

(Suite de la page 2)

## Comment les lobbies financiers et bancaires influencent les gouvernements?

La réforme des retraites, qui vient d'être combattue, participe d'un mouvement économique global qui se résume en peu de mots: les gouvernements s'inclinent devant les marchés financiers qui écrivent les règles d'un jeu dont les Etats sont les dindons consentants.

Et pour cause: **les populations finissent toujours par payer les cautions que les Etats ont donné pour les banques** (qui ont spéculé au-delà de toute raison), et pour les emprunts que les Etats prennent auprès des marchés financiers.

En France, comme ailleurs, les dirigeants de PME-PMI rencontrent des difficultés incroyables pour obtenir des prêts pour relancer leurs activités et créer (ou maintenir) de l'emploi.

Le bilan de la crise de 2008 est très lourd, mais il n'a pas servi de leçons puisque les gouvernements, y compris et surtout aux Etats Unis et en Angleterre, n'ont pas su (ou voulu) imposer de règles fermes.

**Les lobbies bancaires ont veillé à ce que les nouveaux textes régissant les activités financières comportent suffisamment d'exceptions et de "niches" pour que les marchés soient libres de toute entrave. Ils seront peut être juste un peu plus discrets.**

Au-delà des grands moulins médiatiques lors des sommets du G20 ou autres, il est consternant de constater que croire pouvoir contraindre les banques grâce à une coopération internationale, indispensable, est malheureusement illusoire.

La Grèce, en difficulté financière, emprunte à presque 8% sur le marchés, quand l'Allemagne se voit offrir 2%.

**Le gouvernement pour assainir ses finances emprunte la voie qui ne touche pas les marchés. Il restructure les services publics, mis au régime sec.**

Bilan: Les syndicats sont obligés de réagir.

Ainsi, on voit poindre des conflits sociaux un peu partout en Europe: grèves des éboueurs et des services maritimes en Grèce, grève générale au Portugal pour la 1ere fois depuis 20 ans, grève des contrôleurs en Espagne, fracassée par une loi franquiste ...

L'Espagne a évolué de manière similaire à l'Irlande dans les années 2000. Leur croissance reposait sur des secteurs privés surfant sur la spéculation immobilière et bancaire. La bulle immobilière qui a explosé en Espagne a laissé près de 325 milliards d'euros de dettes liées à cette activité, début 2010. L'Espagne est fragilisée, le gouvernement Espagnol applique une politique de rigueur.

**La France a évoqué la nécessité de la réforme des retraites et du budget d'austérité pour pouvoir garder son AAA, la note attribuée par les agences de notations financières** (qui ne le sont pas, elles, alors qu'elles sont en grande partie responsables de la crise débutée en 2008, en accord de la solvabilité à des entreprises, des fonds et valeurs boursières proches du gouffre). Les financiers et les actionnaires peuvent continuer de tondre la population. DSK et les Etats de l'Union européenne veillent sur leurs intérêts, au détriment de la production et des salariés (**Le FMI vient d'embaucher, pour diriger son département européen, un ancien de Goldman Sachs qui a directement participé au maquillage des comptes publics de la Grèce...**)

### Les plans de rigueur: un non-sens économique

L'austérité remet en question les dépenses publiques et les efforts industriels nécessaires pour développer les secteurs nationaux qui permettraient une reprise économique efficace et un développement encore trop affaibli.

Cela n'est pas satisfaisant sur un plan syndical. FO s'oppose à cette stratégie, et refuse de la dette à gogo, pour les générations futures, quand les banksters en auront bien profité...

*Vous souhaitez agir sur les choix et les orientations de la DGAC?  
REJOIGNEZ LE SNNA/FO!*

**Nom:**

**Prénom:**

Date et lieu de naissance:

Corps/Grade:

Affectation:

Email:

Tel professionnel:

Fax professionnel:

Adresse personnelle (Optionnel):

Tel:

Fax:

Email:

A \_\_\_\_\_, le

Signature

**A renvoyer par fax au 0557928487 ou par courrier: SNNA-FO, DSAC/SO, BP70116, 33704 Mérignac Cedex**

## BANKSTERS: Les preuves par l'exemple

### → Le PDG de la banque US "JP Morgan Chase" prévient contre le défaut de paiement d'un Etat de la zone euro...

"Laisser un Etat européen se retrouver en défaut de paiement sur sa dette aurait un effet domino désastreux sur les banques qui détiennent des obligations de cet Etat", prévient, vendredi 3 décembre, le PDG de la banque américaine JP Morgan Chase dans *Il Sole 24 Ore*.

"Si un Etat européen devenait insolvable ou s'il y avait un défaut sur sa dette publique, alors l'Europe se retrouverait à devoir sauver les banques qui détiennent des titres [de dette] de cet Etat", prévient Jamie Dimon dans le quotidien économique italien. "Je ne pense pas que cela soit la bonne stratégie, car le défaut d'un Etat ne ferait que "précipiter la situation en entraînant une chaîne d'événements", ajoute-t-il.

Le PDG de JPMorgan regrette que les banques soient "accusées de spéculer sur les titres d'Etat" alors que les établissements financiers "sont les plus gros détenteurs" de ces titres.

Selon M. Dimon, l'Europe devrait plutôt modifier les critères de Maastricht, "une méthode de la carotte et du bâton qui n'a pas fonctionné comme elle aurait dû".

"Il faut plus d'équilibre dans les politiques économiques" au sein de l'UE, souligne-t-il, prenant en exemple la disparité au niveau de l'âge de départ en retraite selon les pays.

On notera pour l'anecdote que le fait de détenir et de conseiller d'acheter des titres pour des clients n'empêche pas de spéculer sur ces mêmes titres,

bien au contraire. M. Dimon aurait grand mal à promettre qu'actuellement, sa banque ne spéculé pas sur la dette de l'un ou l'autre pays européen.

De fait, JPMORGAN et les autres banques américaines n'ont pas été des modèles de gestion, d'honnêteté et de vertu économique... Mais leur sentiment d'impunité leur procure cette arrogance et le droit incontestable de donner des leçons de gestion au reste du monde...

Dans un communiqué, le liquidateur de l'affaire de la banqueroute de B. Madoff, a annoncé qu'il réclamait 4,9 milliards d'€ à la banque JPMorgan Chase, principale banque du fonds de Bernard Madoff "qui a été pendant des décennies la banque principale de BLMIS (Bernard L. Madoff Investment Securities), étant complice de Madoff", précise le communiqué. Bref, la banque savait mais n'a rien fait, tant que l'argent rentrait, jusqu'au jour où...

(D'après AFP, Le Monde)

*"Les mêmes qui ont ruiné l'économie mondiale en s'enrichissant outrageusement, demandent maintenant aux Etats de serrer la ceinture de leur salariés."*

### → L'avis d'un connaisseur (banquier) pour sortir de la crise...

Dans un interview aux Echos J. Peyrelevade, ancien Président du Crédit Lyonnais, donne ses solutions pour sortir de la crise:

*A politique constante, le déficit public va rester, en pourcentage du PIB, à 8 %. Dès lors, cette répétition du déficit va entraîner la dette publique, qui continuera d'augmenter, en valeur absolue comme en pourcentage du PIB.../...A la fin 2017, à l'expiration du prochain quinquennat, elle sera, toutes choses égales par ailleurs, de l'ordre de 120 % du PIB .../... Une telle évolution serait en effet clairement inacceptable pour les marchés, qui refuseront d'accompagner un tel laxisme, comme pour nos partenaires européens, dont je souhaite qu'ils sachent nous ramener à la discipline commune.*

*Une remise en ordre profonde, difficile, douloureuse, est inéluctable. Elle implique à la fois réduction des dépenses (notamment fiscales) et augmentation des recettes, donc des impôts et des*

**cotisations sociales. Cela s'appelle la rigueur, qui consiste simplement à vivre à hauteur de ses moyens.**

On voit que les marchés font la loi, et c'est un discours cohérent...pour quelqu'un qui a bénéficié de parachutes dorés!

Les autres apprécieront sans doute moins, les remèdes de ce bon docteur ...

Avec les réformes de mes amis financiers, mes affaires vont pour le mieux!  
Plus de précarité,  
plus de chômage,  
plus de pauvreté,  
plus de violence,  
et partout des retraites plus tardives...  
Il faut continuer!



# → *Quels impacts sur les services de la Navigation Aérienne européens ?*



**Au Royaume Uni**, la privatisation du NATS s'accélère. L'Etat qui détient 49% du NATS veut vendre ses parts (mais doit garder 25 %) pour selon le syndicat britannique ETF "Prospect" *"boucher un trou dans des Finances publiques.../...De plus, le Gouvernement britannique a pris la décision extraordinaire de nommer la Banque Merrill Lynch (USA) pour le conseiller quant aux options par rapport à une vente potentielle..."*

*Par ailleurs, le Conseil d'administration du NATS au début de cet exercice financier a décidé de payer un dividende intermédiaire aux actionnaires, et plus tôt dans l'année les deux directeurs généraux de NATS ont quitté l'organisation avec un "package" de £ 2.4 millions..."*

En même temps, et ceci implique cela, la direction demande une meilleure gestion, des efforts et une réduction des coûts aux personnels...

**Dans d'autres pays** (Irlande, Espagne, Suède, Allemagne, etc.), la mise en application de la directive SES2 permet au management économique financier de prendre le pas sur l'intérêt général et la culture de la sécurité.

*"Le C.A. du NATS (UK) a décidé de payer un dividende intermédiaire aux actionnaires. En même temps, et ceci implique cela, la direction demande une meilleure gestion, des efforts et une réduction des coûts aux personnels..."*

**En Espagne**, la privatisation des tours est en cours, comme en Allemagne. Le dernier coup de force contre les contrôleurs espagnols est une atteinte sauvage au droit de grève et à la démocratie. L'ETF a fait connaître son indignation et son

opposition à ces pratiques d'un autre âge.

**En Allemagne:** C'est une vaste offensive de propagande de la DFS, qui présente dans les médias le FABEC comme priorité n°1 pour gérer l'aviation de demain (moins de délais, moins de bruit, moins de CO2, moins de taxes, etc..) avec un recrutement de jeunes en cours.

**En France**, Il va falloir que la DGAC se réveille, et pousse enfin, dans le sens des syndicats pragmatiques de l'ETF pour une coopération renforcée.

**L'intersyndicale FO, CGT, Unsa-IESSA, SNICAC-CGC va rencontrer le 17 décembre le Directeur de cabinet du nouveau ministre des transports. Elle exprimera ses revendications pour relancer un vrai dialogue social à la DGAC, nécessaire à la construction du FABEC, dans un cadre coopératif.**

*Le coup de force du gouvernement espagnol contre la grève des contrôleurs aériens pourrait avoir de lourdes conséquences à l'avenir. CANSO (Association des fournisseurs de services de la navigation aérienne, dont la DSNA est membre) demande une directive UE pour diminuer le droit de grève en Europe. L'occasion était trop belle pour la rater! Mais, face à de tels comportements, les syndicats de l'ETF ont fait savoir qu'ils ne toléreraient pas cette violation du dialogue social. Voici les communiqués de presse de CANSO et d'ETF...*

## **CANSO CONDEMNS ILLEGAL INDUSTRIAL ACTION IN SPAIN, CALLS FOR EUROPEAN REFORM**

CANSO, the Civil Air Navigation Services Organisation, in a special session of its Executive Committee today, unconditionally condemned the recent closure of Spanish airspace caused by the abrupt illegal action of Spanish air traffic controllers. CANSO fully supports the actions that Aena, the Spanish Air Navigation Service Provider, took to restore service safely.

The stranding of almost a million travelers worldwide as a result of this industrial action led to unacceptable economic and personal disruption. The effects of this action will be felt by the Spanish and European economies for months to come.

This was a direct attack on the professional reputation of the air traffic industry and public trust in it.

Notwithstanding any grievances controllers might have, perceived or otherwise, the closure of international airspace as a negotiating tool should no longer be permitted anywhere.

Aviation is a critical public service. Holding the public and air commerce

to ransom is intolerable. CANSO calls for immediate actions to prevent any recurrence.

Regulatory measures are required, at the European level, to ensure the continuity of air traffic services throughout Europe during industrial disputes. If this issue is not addressed, it puts at risk the entire Single European Sky initiative.

CANSO expresses its firm support for Aena in the current difficult situation. It calls on the European Union to immediately consider how critical public services of this nature can be protected from illegal industrial action by European regulation.

## → Réquisition des contrôleurs Espagnols par la force: ETF condamne le gouvernement et appelle à un dialogue social responsable.



### FOR ETF, THE SPANISH SITUATION IN ATM IS UNACCEPTABLE!

#### ETF URGES THE PARTNERS TO HAVE AN APPROPRIATE SOCIAL DIALOGUE

The European Transport Workers' Federation (ETF) is greatly concerned by the events, which occurred in Spain last weekend. Whatever the difficult context, the ETF cannot accept that a trade union action might lead to such strong measures. The ETF considers that the Spanish Government, the Spanish employer and the employees should return to a fruitful social dialogue, which is the only guarantee for a prosperous society.

The walkout initiated by USCA is the result of a long pending problem inside AENA industrial relations. The "State of alarm" decided by the Spanish Government to ensure the continuity of the service seems difficult to understand from outside of the country. This decision will create new difficulties for the problem that the social partners had to solve and it places them both in a very difficult and delicate situation for the short and medium term. It is obvious that the Spanish Government has acted erratically and this will have bad consequences for the future of the Air Transport industry in Spain and in Europe.

Using a Royal Decree, the Collective Agreement of the Spanish Air Traffic Controllers has been reset by the Government.

The ETF does not support any illegal action but the use of military authority on workers, forcing them to work, is unacceptable for the ETF.

In addition, the ETF believes that working under the pressure of military supervision may put the Safety of the Civil Aviation at risk as this approach cannot guarantee a reliable service.

Furthermore, the ETF strongly opposed to the decision of the Spanish government to partly privatise AENA activities. Air traffic and airport management is a service of general interest that is not compatible with private interests.

*"The ETF develops day after day a policy, which is aimed at defending workers' terms and conditions as well as the prosperity of the European Air Transport industry for the good of the European citizens. To reach this goal, we strive to find solutions within the framework of social dialogue. ETF Political Secretary for Civil Aviation, François Ballestero says. We do not*

*spare efforts and we face sometimes difficult situations. We call all the Air Navigation and Airports Services employers and the Member States governments to develop normal procedures of negotiations. We are committed to stand firm if the current approach would be used again in Spain or anywhere else.*

*The millions of workers of the ETF and the 250000 civil aviation affiliates will not tolerate any attempt to use the army instead of the social dialogue".*

## → Pourquoi des francilien(ne)s ont passé la nuit dans leurs voitures et dans des gymnases ?



«Démantèlement général des services de l'État : abandon rampant des citoyens» répond FO, «depuis le lancement, en décembre 2007, de la RGPP.» La restructuration continue du ministère en charge des Transports et de l'Écologie s'est dès lors accompagnée du démantèlement de ses services départementaux, par la fusion des anciennes directions de l'équipement et des directions de l'agriculture (entre 2007 et 2009), puis leur disparition (au 01/01/10) pour devenir des directions interministérielles placées également sous l'autorité des Préfets. L'Ile-de-France n'y a pas échappé et s'est au 1/07/10 qu'y ont été créées des directions régionales et interdépartementales placées également sous l'autorité du Préfet de la région Ile-de-France.

Ce 08/12, la neige était annoncée de façon très précise (jusqu'à l'heure de l'arrivée des premiers flocons) par les prévisions de Météo-France largement relayées par tous les médias. Pour autant, quelques heures plus tard seulement, des milliers de

franciliens ne pouvaient rentrer du travail et ont même parfois dû passer la nuit dans des gymnases !

Comme cela s'est vérifié également dans les médias dès le 9/12 au matin, c'est désormais le chef des Préfets (en l'occurrence le ministre de l'Intérieur) qui communique maintenant sur les questions de circulation routière. C'est la conséquence du dernier remaniement gouvernemental (la politique de la sécurité routière passant sous le giron de son ministère) dont FO pointait aussitôt l'incongruité. Chacun a donc pu observer que le ministre de l'intérieur venait de découvrir que les routes étaient souvent en dévers ! On peut raisonnablement penser que, d'ici aux prochaines chutes de neige, un conseiller lui suggérera qu'elles peuvent aussi parfois être en pente...

L'expérience acquise par le ministère technique en charge précédemment de la Sécurité routière aurait aussi pu lui servir à apprendre qu'une saieuse ne peut traiter à une vitesse de plus de 50 kilomètres à l'heure,

et qu'en réduisant le parc de ces véhicules et le nombre des agents qui les font fonctionner on ne peut plus traiter autant de portions de routes.

Elle aurait aussi été précieuse au Préfet d'Ile-de-France pour prendre la décision de fermer suffisamment tôt la circulation aux poids-lourds pour éviter aux saieuses de se retrouver elles-mêmes bloquées (et bloquantes), dans le flot de circulation des franciliens avant que ces derniers puissent rentrer chez eux sur des routes correctement traitées. Cela n'a pas été le cas.

Cinq mois auront suffi pour démontrer que le démantèlement des anciens services de l'État en Ile-de-France et le placement de la sécurité routière sous la tutelle du ministre de l'intérieur est un beau gâchis!

Les véhicules blindés de la gendarmerie envoyés pour secourir les nouveaux «réfugiés de la route» n'auront pu ni stopper l'invasisseur climatique, ni bouter la neige hors des frontières ! L'hiver s'annonce désormais rude pour tous les usagers...